

Engagement en Afghanistan: le gouvernement veut remédier à des lacunes

PARIS (AFP) - Après la mort de dix soldats à l'est de Kaboul, le gouvernement reconnaît des lacunes en matière de "reconnaissance et de renseignement" en Afghanistan, affichant sa volonté d'y remédier pour permettre aux forces françaises de mieux faire face à des insurgés "performants".



Nicolas Sarkozy, François Fillon, Hervé Morin et le général Jean-Louis Georgelin aux Invalides le 21 août 2008. (© AFP/Archives - Michel Euler)

"Je veux que tous les enseignements soient tirés de ce qui s'est passé", a déclaré jeudi le président Nicolas Sarkozy lors de l'hommage national aux militaires tués.

Dans un entretien vendredi au Figaro, le ministre de la Défense, Hervé Morin, lui a emboîté le pas, alors que les conditions du drame continuent de susciter des interrogations, s'agissant notamment de l'envoi des renforts.

"Les insurgés, dont les zones refuges du Pakistan sont le vivier majeur, sont des combattants très performants qui s'adaptent à notre tactique avec intelligence et détermination. Il faut en tirer les conséquences (...) et augmenter notre capacité de reconnaissance et de renseignement", affirme-t-il.

"Peut-être faut-il envoyer plus de drones et renforcer les moyens hélicoptés", ajoute-t-il.

Le ministre aborde ainsi une question soulevée par l'embuscade: pourquoi la patrouille, en mission de reconnaissance sur un terrain accidenté, ne bénéficiait-elle pas d'un soutien hélicopté, qui aurait pu l'avertir de la présence

de tireurs embusqués?

"Si à chaque fois que vous sortez de votre base, vous vous faites éclairer" par des avions ou des hélicoptères, "il est clair que ce type de mission va rapidement devenir hors de portée", avait répondu mercredi le général Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre.

De fait, si les hélicoptères français Caracal ont été envoyés sur zone, c'est pour acheminer les renforts et évacuer les blessés. Au cours des affrontements livrés dans la vallée d'Uzbeen, l'appui aérien est venu d'avions de combat américains.

Des pays européens engagés en Afghanistan, "la France est celui qui dispose des plus importants moyens de renseignement militaire", souligne toutefois Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement.

Selon cet expert interrogé par l'AFP, si "les talibans se renforcent", ce n'est pas grâce à un meilleur équipement. Mais, dotés seulement de kalachnikovs, de mitrailleuses et de lance-roquettes, ils peuvent quand même "écraser n'importe quelle section".

"C'est leur niveau tactique qui s'est amélioré", fait valoir un analyste militaire, sous couvert d'anonymat. Lundi, "c'est la première fois que les soldats français ont fait face dans cette région à une embuscade aussi coordonnée et préparée".

Au ministère, on précise en tout cas que la réflexion se poursuit sur "la nature, le volume et l'emploi" d'éventuels moyens supplémentaires.

Par ailleurs, alors que les quelque 3.000 militaires français engagés opèrent au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan, le gouvernement met en avant des problèmes de coordination entre les armées.

M. Morin plaide ainsi pour "davantage de cohérence", jugeant que les règles d'engagement distinctes "limitent l'efficacité des actions".

"Beaucoup de pays imposent des restrictions à l'emploi de leurs forces, compliquant la planification", souligne l'analyste militaire, citant le cas de l'Allemagne.

Une question qui dépasse les enjeux tactiques et même stratégiques: chaque gouvernement est responsable devant son opinion du risque auquel il expose ses troupes. "C'est purement politique", résume-t-il.